



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des Territoires
Et de la Mer Nord (DDTM)
Bureau du Droit du Sol et de l'Accessibilité
Cité Marianne
2 boulevard de Strasbourg
59000 Lille

NOTA:

Ce document est issu de la DAMERP déposée en juillet 2025.

Un document sera produit ultérieurement pour prendre en compte les remarques de la commune attendues pour fin novembre 2025, ainsi que les évolutions du projet.

Notice descriptive d'accessibilité des personnes handicapées et à mobilité réduite aux établissements et installations ouvertes au public (ERP et IOP)

prévue par les articles R 111-19-18 et R 111-19-19 du code de la construction et de l'habitation

1 – RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1er août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 et ses annexes

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R 111-19 à R 111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap. »

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »

Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

L'article R 111-19-2 précise :

« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »

Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer Nord (DDTM)

Cité Marianne
2 Boulevard de Strasbourg
59000 Lille

2 – OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de construction sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITÉ** telle que définie par les articles R 111-19-27 et R 111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui a conçu le projet, établit les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R 462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article R 111-19-27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R 111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majorée dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

3 – EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicap (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité de l'éclairage ;
- pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;
- pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité de l'éclairage ;
- pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.



Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient d'indiquer toutefois qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ÉTABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

Nom, prénoms :

pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire :

Université de Lille

Adresse

Téléphone :

2 – ETABLISSEMENT

Nom de l'établissement : **Bâtiment M1**

ACTIVITÉ avant travaux : Enseignement

Après travaux : inchangé

IDENTITÉ du futur exploitant : Université de Lille

Profession libérale : oui ☐ non ☒

TYPE(S) et CATÉGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH- voir fiche sécurité) :

1^{ère} catégorie de type R

ADRESSE :

Commune : Villeneuve d'Ascq

Code postal : 59650

3 – DIAGNOSTIC D'ACCESSIBILITÉ ET MISE EN CONFORMITÉ

Ce dossier fait-il suite à la réalisation d'un diagnostic des conditions d'accessibilité : oui ☐ non ☒

Un diagnostic a bien été réalisé

Si oui, identité du diagnostiqueur : -

date de réalisation : -

Constitue -t-il l'unique dossier de mise en conformité accessibilité du bâtiment en vue de sa mise en conformité d'ici au

31/12/2014 : oui ☐ (2) non ☐

(1) joindre l'extrait de diagnostic précisant ces travaux, (2) joindre l'échéancier prévisionnel de travaux ou le phasage des travaux

RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES À LA BONNE COMPRÉHENSION DU DOSSIER

1 – Descriptif des travaux envisagés

Le projet porte sur la mise aux normes de sécurité des bâtiments M1 et P1 de la Cité Scientifique située à Villeneuve d'Ascq. Ces bâtiments sont vétustes et ne remplissent pas les conditions pour accueillir convenablement les utilisateurs. Les travaux ont pour objectif principal : Réaliser les travaux nécessaires de mise en conformité de sécurité incendie et rénover les amphithéâtres et leurs halls d'accès avec une mise en accessibilité.

Le reste des espaces est pris en compte dans le cadre d'une programmation de travaux de l'AdAP à échéance novembre 2028.

2 – Cheminements extérieurs

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage, ...)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux), ...*

La stratégie de mise en accessibilité des bâtiments M1 et P1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'AdAP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.

3 – Stationnement

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Nombre : 2 % du nombre de total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur,...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum*
- *Valeur d'éclairement prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement),...*

Pas de changement (hors périmètre de travaux) : Pas de stationnement prévu dans le cadre de notre opération

4 – Accès aux bâtiments

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)*
- *Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents,...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées),...*

Hors périmètre, les portes ont fait l'objet d'une mise en accessibilité et sont conformes aux normes actuelles. Les portes d'accès aux amphithéâtres seront si besoin reprises pour être aux normes d'accessibilité et leurs poignées facilement préhensibles, les seuils ne dépasseront pas 2cm. La signalétique d'accès aux amphithéâtres sera facilement repérable et lisible.

5 – Accueil du public

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Caractéristiques des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs,...*
- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux),...*

La stratégie de mise en accessibilité des bâtiments M1 et P1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'AdAP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.

6 – Circulations intérieures horizontales

Concerné : oui ☒ non ☐

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes,...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),...*

Les portes des amphithéâtres, accessibles aux PMR, respecteront une largeur de passage de 90cm minimum avec un passage utile de 83cm. Les largeurs des circulations feront à minima 140cm avec des zones de retournement aux extrémités. Les espaces de manœuvres sont représentés sur les plans en annexes.

Les éclairages respecteront les niveaux propres à chaque espace.

7 – Circulations verticales

➤ Escaliers

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et girons, mains courantes contrastées,...),....*

Hors périmètre d'intervention. La stratégie de mise en accessibilité des bâtiments M1 et P1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'Ad'AP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.

➤ Ascenseurs

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis,...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire,....*

Hors périmètre d'intervention. La stratégie de mise en accessibilité des bâtiments M1 et P1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'Ad'AP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.

8 – Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur,...*

Sans objet.

9 – Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

Concerné : oui ☒ non ☐

- *Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*
- *Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration – matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

Les matériaux et revêtements des sols, murs et plafonds respecteront les dispositions en vigueur pour les zones réhabilitées (CF plans en annexes).

L'ensemble des toitures en shed recevra un traitement acoustique en sous-face pour limiter le taux de réverbération, un complément d'isolation acoustique sera prévu verticalement aux emplacements le nécessitant. Les matériaux seront conformes aux exigences ERP et les différents matériaux seront contrastés visuellement.

10 – Portes, portiques et sas

Concerné : oui ☒ non ☐

- Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistances des fermes-portes, repérage des parties vitrées, ...)

Les portes respecteront les dimensions de passage, les espaces de manœuvre seront suffisants autour des portes, les seuils ne dépasseront pas 20mm et les systèmes d'ouverture seront facilement maniables.

11- Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

Concerné : oui ☐ non ☒

- Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation,
- Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositif d'ouverture des portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commande – contraste visuel, signalisation,...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier
- Information sonore doublée par une information visuelle

Il n'est pas prévu de guichet d'accueil au public dans l'opération.

12 – Sanitaires

Concerné : oui ☐ non ☒

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains,...
- Obligation d'un lave-mains à l'intérieur des sanitaires adaptés (non positionné en angle)

Hors périmètre d'intervention. La stratégie de mise en accessibilité des bâtiments M1 et P1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'Ad'AP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.

13 – Sorties

Concerné : oui ☒ non ☐

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours

L'ensemble des sorties existantes et créées seront facilement repérables de tout point des 3 établissements et seront en nombre suffisant. Les sorties « à usage normal » sont identiques aux entrées principales.

14 – Établissement ou installation recevant du public assis

Concerné : oui ☒ non ☐

- Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée

Pour chacun des 4 amphithéâtres, 10 places accessibles seront créées en partie haute, proche des SAS d'entrée. Les amphithéâtres accueilleront 332 places en tout. Les tablettes réemployées dans le cadre du projet seront adaptées et présenteront des dimensions, hauteurs et profondeurs conformes à la réglementation en vigueur, une signalétique au sol indiquera l'accès aux places disponibles.

15 – Établissement disposant de locaux d'hébergement

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)*

Equipements non présents dans l'établissement.

16 – Établissement ou installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles*

L'établissement ne dispose pas de cabines d'essayage ou de douches.

17 – Établissement comportant des caisses de paiement disposées en batterie

Concerné : oui ☐ non ☒

- *Nombre et localisation des caisses accessibles*

Equipements non présents dans l'établissement.

Date et signature du demandeur

Le Président de l'Université de Lille

Régis BORDET

18/07/2025

DEMANDE ÉVENTUELLE DE DÉROGATION

Mise en garde :

L'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées.

Aucune dérogation n'est demandée.

Pour rappel, la stratégie de mise en accessibilité du bâtiment M1 s'inscrit dans la programmation de travaux de l'Ad'AP de l'Université de Lille - pour lequel une demande de prorogation à échéance novembre 2028 est en cours d'élaboration.